



PUBLIC – PRIVÉ, TOUS ATTAQUÉS

Emploi, salaires, service public, retraites,

NON A LA REGRESSION SOCIALE

**Ce qui coûte
"un pognon de dingue",
ce sont les exonérations,
les cadeaux au patronat
et l'évasion fiscale !**

Depuis un an, le Président des riches approfondit la politique d'austérité. Après le Code du Travail, la Fonction Publique, la SNCF, il s'en prend maintenant à la solidarité !

Ce ne sont pas les précaires, ni les salariés, ni les services publics qui coûtent « un pognon de dingue » mais les exonérations de cotisations et l'évasion fiscale. Tous ces cadeaux au patronat ne servent qu'à licencier et précariser, pour enrichir les actionnaires !

Encore des mesures antisociales pendant l'été : baisse des cotisations sociales, donc de notre salaire ; nouvelles attaques contre le pouvoir d'achat des retraités ; démantèlement de nos services publics (CAP 22) et de nos industries : Photonis, Anovo... pour notre département.

Casse de notre modèle social... Ca suffit !

PUBLIC – PRIVÉ : TOUS MOBILISÉS

Pour nos revendications

MARDI 9 OCTOBRE 2018 à 14H (CCI à Brive)

GREVE et MANIFESTATION

POUVOIR D'ACHAT

*Augmentation des salaires, du point d'indice et des pensions, allocations et minima sociaux.
Non à l'augmentation de la CSG*

SERVICE PUBLIC

*Défense et reconquête du service public accessible et de qualité sur tout le territoire dans l'intérêt des agents et de la population.
Non aux privatisations ! Non à la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires !*

CONQUÊTES COLLECTIVES

*Garantie des emplois, des statuts, des conventions collectives et des missions :
abrogation des lois El Khomri et des ordonnances Macron*

ARRET DES LICENCIEMENTS,

de la dégradation des conditions de travail et réindustrialisation

DROIT A LA RETRAITE

Retour au droit à la retraite à 60 ans pour toutes et tous à taux plein.

Maintien de tous les régimes par répartition (régime général, Code des Pensions et CNRACL, régimes spéciaux).

Non au régime unique par point.

Maintien des pensions de réversion.

SÉCURITÉ SOCIALE

Défense de la sécurité sociale basée sur le principe « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins »

DROIT AUX ÉTUDES

Non à la sélection à l'entrée de l'université.

Maintien du baccalauréat comme diplôme national.

MAINTIEN DE L'ASSURANCE CHOMAGE

Sans étatisation et des droits afférents